
Le service public a une histoire, donnons-lui un avenir

Notre modèle social résulte en partie de la place occupée par le service public dans l'économie de notre pays. Durant les dernières décennies, ce modèle a essuyé de nombreuses critiques au regard de son coût pour les finances publiques, qui serait un frein à la compétitivité économique. Or, le niveau de dépense publique ne dit rien en soi sur l'économie d'un pays, il dit en revanche beaucoup sur les choix de société.

C'est toujours en situation de crise que l'existence et le rôle du service public s'imposent comme des évidences. Lors de la crise de 2008, le président de la République de l'époque louait notre modèle social et républicain. C'est ainsi que la pandémie de Covid 19 a également fait redécouvrir l'importance de l'hôpital public et l'urgence à lui redonner des moyens à la hauteur des enjeux de santé publique. Alors que le monde entier nous enviait notre système de santé, il a fallu confiner la population, l'hôpital n'ayant plus la capacité d'accueillir les malades.

C'est encore ainsi que les terribles incendies de la semaine dernière ont mis au grand jour le manque d'investissement en nouveau matériel, le manque d'entretien de l'existant et la même urgence en termes de moyens adaptés aux enjeux climatiques. Comment expliquer en effet que les services de la sécurité civile et les pompiers français qui ont dans le passé mis leurs compétences au service du monde entier, aient eu autant de difficultés à maîtriser ces incendies ? Comment expliquer qu'ils aient dû lutter pied à pied contre le feu avec l'appui d'un trop petit nombre de canadien en état de marche sinon par le manque de moyens ?

C'est encore ainsi que les résultats des enquêtes PISA sur le niveau des élèves ont mis en lumière le **manque de moyens de l'éducation nationale** et les difficultés auxquelles se heurtent les enseignants. Alors que l'école de la République, constituait une des bases de l'égalité républicaine et un puissant facteur d'émancipation individuelle et collective, elle ne parvient plus à lutter contre le déterminisme social.

C'est encore ainsi qu'au moment où la question de l'indépendance énergétique prend tout son sens du fait du conflit en Ukraine, nous découvrons qu'un trop grand nombre de centrales nucléaires sont à l'arrêt pour maintenance faute d'avoir été correctement entretenues quand il l'aurait fallu. Comment l'expliquer alors que nous produisons l'électricité la moins chère du monde et que notre indépendance énergétique était assurée ?

C'est encore ainsi, que prendre les transports en commun et notamment le train relève trop souvent du parcours du combattant faute d'anticipation des besoins par des investissements. Cette énumération n'est pas exhaustive et nous pourrions trouver bien d'autres exemples de la dégradation du service public.



Cet amer constat résulte des politiques successives qui n'ont eu de cesse de l'affaiblir. A trop le considérer à la seule aune de son coût, les pouvoirs publics en ont oublié son utilité. A trop vouloir gérer le service public comme une entreprise censée dégager des bénéfices, à trop vouloir le soumettre à la concurrence, c'est soit à la marchandisation de services (transports, énergie) soit à des dysfonctionnements récurrents (santé, sécurité alimentaire et parfois sécurité tout cours) que nous en sommes arrivés.

Le manque de moyens a en outre considérablement dégradé les conditions de travail des fonctionnaires et agents publics. Leur dévouement, leur niveau d'engagement et leur sens du service public ont permis un temps de compenser le manque de moyens, au prix parfois de leur santé et pour certains de leur vie. Les difficultés de recrutement dans la Fonction Publique et les services publics démontrent que ce temps est révolu. Longtemps un puissant outil de redistribution et de cohésion sociale, le service public peine aujourd'hui, par manque de moyens à assurer ses missions et l'addition se paie cash pour les usagers, les agents publics et la société dans son ensemble.

Il est plus que temps de cesser de considérer le service public comme une variable d'ajustement budgétaire et de lui redonner sa place.

Le service public a une histoire, celle de notre modèle social, celle des fondements de l'égalité républicaine, redonnons- lui un avenir au bénéfice de tous.

Amitiés syndicales,

Hélène FAUVEL
Secrétaire confédérale

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général